
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 27 septembre au 3 octobre 2018

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Négociations ALENA :

Le Canada a rejoint le 30 septembre l'accord qui avait été trouvé le 27 août entre le Mexique et les Etats-Unis. Le nouvel accord *United States Mexico and Canada Agreement (USMCA)* conclut 13 mois de négociations.

Les 34 chapitres du nouvel accord ont été transmis au Sénat mexicain dès le 30 septembre soir, et publiés. Le gouvernement et l'équipe de transition se sont félicités de l'accord trouvé, des opportunités qu'il donnera au Mexique dans le sens d'une plus grande compétitivité de la région ALENA. Le négociateur d'AMLO J. Seade souligne que le protectionnisme de la région ALENA se fait plus important par ce nouvel accord mais peut, selon lui, constituer un facteur attractif pour investir au Mexique afin de vendre dans la région. Le futur ministre des affaires Etrangères, Marcelo Ebrard, souligne lui le défi que ce nouvel accord représentera pour l'industrie mexicaine. La presse se fait, elle, l'écho de préoccupations sur certains secteurs, comme l'automobile (où l'effet du renforcement des règles d'origine ALENA devra être analysé plus en détail sur une industrie aujourd'hui très intégrée), mais aussi celui de l'énergie (sur un accord qui protégerait surtout les investisseurs américains notamment via le chapitre 11 du règlement des différends investisseurs-Etat, ISDS) et la propriété intellectuelle (avec une durée étendue de 8 à 10 ans avant d'ouvrir les brevets à la concurrence).

Selon le Président de la fédération nationale des équipementiers automobiles (INA), le nouvel accord commercial nord-américain (USMCA) encouragera les entreprises asiatiques et européennes à investir davantage dans la région. Les constructeurs et fabricants de composants automobiles devront produire davantage en Amérique du Nord les principaux composants des véhicules (7 composants principaux dont moteurs, transmissions, etc) pour bénéficier d'une exemption de taxe, étant donnée le renforcement des règles d'origine automobile. Cela bénéficiera selon lui à l'industrie mexicaine. Egalement, l'INA assure que même si les constructeurs automobiles sont encouragés à ouvrir de nouvelles usines aux Etats-Unis et au Canada, cela aurait un effet d'entraînement positif pour le Mexique en tant que pays principal fournisseur d'équipements automobiles pour les constructeurs de la zone ALENA. **L'INA estime qu'en valeur, la production nationale de composants devrait croître de 10% au cours des 3 ans suivant l'entrée en vigueur de l'accord commercial nord-américain**, atteignant un niveau supérieur à 100 Mds USD. Sur la même période, le nouvel accord permettrait de créer 80 000 emplois.

Une politique industrielle destinée à élever la compétitivité, baisser les coûts et augmenter l'accès au crédit des entreprises du secteur automobile mexicain est nécessaire, suite à la conclusion de l'accord USMCA. La Fédération d'entreprises mexicaines du commerce extérieur (COMCE - *Consejo Empresarial Mexicano de Comercio Exterior*) estime que l'industrie automobile mexicaine devrait disposer d'un délai de 5 à 7 ans pour s'adapter aux nouvelles règles d'origine. Selon le Ministère de l'Economie, 70% des exportations automobiles mexicaines respecteront les nouvelles règles d'origine une fois l'accord entré en vigueur. 90% des entreprises produisant des composants automobiles respectent actuellement les nouvelles règles, selon l'Industrie nationale des composants (INA), et il existerait une certaine marge de manœuvre sur les 10% des entreprises restantes.

Selon l'AMIA, les exigences relatives au contenu salarial (40% du contenu régional devra être produit par des travailleurs rémunérés au moins 16 USD/h) n'impliqueront pas de hausse des salaires dans l'industrie automobile mexicaine. Elle souligne que les 40% de contenu salarial exigés pourraient baisser à 25% pour les entreprises réalisant

de la R&D aux Etats-Unis ou au Canada, et pour celles détentrices d'usine(s) de production de moteurs, transmission ou batterie lithium dans un de ces 2 pays.

Relations Etats-Unis / Mexique :

AMLO et D. Trump prévoient d'investir 30 Mds USD dans la création d'emplois en Amérique centrale et du sud afin de freiner la migration illégale. Marcelo Ebrard, futur Ministre de l'extérieur, et Mike Pence devraient se réunir à la fin du mois aux Etats-Unis à ce sujet.

Economie

La Banque Centrale du Mexique (Banxico) maintient son taux directeur à 7,75%. L'annonce de l'accord commercial tripartite (USMCA) fait baisser la probabilité que Banxico augmente à nouveau son taux directeur en 2018, malgré l'augmentation des taux de la Fed, selon les économistes interrogés par l'institution. La baisse de l'incertitude réduit les tensions sur le taux de change MXN/USD. 13 des 14 économistes interrogés par la Banque centrale du Mexique estiment que cette dernière n'augmentera pas son taux directeur en 2019.

L'INEGI revoit à la hausse son estimation de croissance de l'activité économique mexicaine au 3^{ème} trimestre de l'année, étant donnée la croissance inattendue de l'indice global de l'activité économique (IGAE) au mois de juillet 2018 (2,77% g.a.). En juillet, les secteurs tertiaire, primaire et secondaire ont respectivement connu une croissance de 3,6%, 1,8% et 1,2% de leurs activités.

Selon les économistes de la Banque Centrale mexicaine, l'année 2018 se clôturera avec une inflation de 4,56% (contre 4,41% d'inflation prévue le mois dernier), **un taux de change de 19,03 MXN/USD** (contre 18,92 MXN/USD antérieurement) **et une croissance de 2,13%** (contre 2,14% précédemment).

Les transferts de migrants (*remesas*) continuent de croître, avec une entrée de 2,81 Mds USD en août (soit une croissance de 9,1% g.a.). Entre janvier et août, les *remesas* se sont élevées à 21,97 Mds USD (+11,1% g.a.).

L'indice risque-pays du Mexique, mesuré par l'indice des obligations des marchés émergents (EMBI+ de J.P. Morgan), s'améliore pour la troisième semaine consécutive. Il a diminué de 8 points de base par rapport à la fin 2017.

Annonces du futur gouvernement

AMLO prévoit que soient investis au cours de son mandat 2,6 Mds USD pour la réhabilitation des 6 raffineries du pays, dont 530 M USD (10 Mds MXN) pour réhabiliter la raffinerie de Tula. En 2019, 265 M USD devraient être investis dans la réhabilitation des 6 raffineries. Le futur Président n'écarter pas la possibilité de construire, à moyen terme, une nouvelle raffinerie à Tula et réitère son objectif que le Mexique cesse d'importer de l'étranger du carburant à la moitié de mandat.

AMLO a annoncé que l'entreprise Bombardier devrait produire le matériel roulant du « Train Maya », qui seraient construits dans la ville de Sahagun, Hidalgo.

Jonathan Heath est nommé par AMLO pour succéder à Manuel Ramos Francia au poste de sous-gouverneur de la Banque Centrale mexicaine (Banxico). Economiste indépendant, il soutient l'autonomie de la Banque Centrale. Citibanamex a accueilli positivement cette nomination, compte tenu des larges connaissances économiques et financières dont dispose J. Heath et de ses talents d'orateur, qui contribueront à améliorer la politique de communication de la Banque, selon Citibanamex.

Finances publiques

La collecte fiscale a connu une croissance de 0,9% entre janvier et août 2018, soit la plus faible croissance depuis 2013 (11,2% en moyenne sur la même période depuis 2013). Les revenus fiscaux représentent 60% des revenus totaux du secteur public.

Les revenus pétroliers ont crû de 10,9% en termes réels entre janvier et août 2018, profitant de l'augmentation du prix de la « mezcla mexicana » (+37,5%) qui compense en partie la baisse de la production (-7,7% g.a.) et l'appréciation du MXN. Sur les 8 premiers mois de 2018, les revenus pétroliers ont représenté 19% des revenus totaux du secteur public.

Depuis janvier, 41% des dépenses publiques ont été allouées aux transferts vers les Etats fédérés, au paiement des retraites et à la dette. Selon le Ministère des Finances, c'est la première fois que ces 3 postes absorbent plus de 40% des dépenses totales: ils représentaient 33% du total en 2013, première année du mandat d'Enrique Peña Nieto. Les dépenses de participations aux budgets des Etats et des municipalités se sont élevées à 31 Mds USD, ce qui représente une augmentation de 2,5% par an en termes réels. Les ressources destinées au paiement des retraites ont, elles, augmenté de 7,1% par an en termes réels. Face à la hausse des dépenses, le solde financier du secteur public a accusé un déficit de 12 Mds USD, ce qui contraste avec l'excédent enregistré en 2017 pour la même période de 5,6 Mds USD.

L'actuel Vice-Ministre des Finances a indiqué que l'administration actuelle ne jouera aucun rôle décisionnaire quant au projet de loi de finances pour 2019, qui relève « à 100% de la responsabilité de l'administration entrante ». Il a tout de même rappelé que les deux parties coopéraient sur le sujet.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 04/10/2018
Bourse (IPC)	-2,34%	-3,8%	48 683,26
Risque pays (EMBI+Mx)	-4,44%	+0,58%	172
Taux de change USD/Peso	+1,53%	+5,21%	19,17
Taux de change Euro/Peso	-0,22%	+2,46%	21,99
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	-0,15%	+52,5%	72,21

Les IDE dans la région ont augmenté de 9,8% entre 2016 et 2017, atteignant un chiffre record de 12,1 Mds USD. Entre 2010 et 2017, les entrées d'IDE ont considérablement augmenté, affichant un taux de croissance annuel de 7,9% : l'Amérique centrale est ainsi passée d'une participation de 3,9% au sein des IDE totaux reçus par la région Amérique latine et Caraïbes à 7,8% du total. En 2017, le Panama concentre près de la moitié des arrivées d'IDE (47,5%), suivi du Costa Rica (20%), du Guatemala (10,8%), du Honduras (10,4%), du Nicaragua (8,2%) et du Salvador (3,2%).

Les soixante banques qui opèrent en Amérique centrale enregistrent un total d'actifs de 131,2 Mds USD au premier semestre 2018 (+5,6 Mds USD par rapport à la même période en 2017). Ce sont les actifs bancaires guatémaltèques qui ont le plus augmenté avec une hausse de 5,3% (à 41,6 Mds USD en juin 2018). Les bénéfices générés par les banques centraméricaines s'élèvent à 652 MUSD (en baisse de 10,38% en g.a). Deux nouvelles banques apparaissent dans le panorama régional: Banco Atlántida au Salvador et Avanz au Nicaragua.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Au 2^{ème} trimestre 2018, la croissance économique a été de 3,3% en g.a., selon la Banque centrale. Au 2^{ème} trimestre 2017, la croissance s'est élevée à 3,5%. La consommation des ménages a connu une hausse de 2,7% (contre +3,1% au T2 2017), la consommation du gouvernement a également ralenti (+2,8% après +3,3%). Après avoir augmenté de 7% au T2 2017, les exportations ont crû de 5,4% sur la période en 2018. La croissance des exportations de services est passée de 6,9% à 3,8%. De plus, les importations de biens n'ont que faiblement augmenté de 0,7% en g.a. et de 1,3% pour les services (contre respectivement +3% +11,3% au T2 2017). Enfin, la Banque centrale prévoit une croissance de 3,2% pour la fin de l'année et de 3,4% en 2019.

Au 2^{ème} trimestre, le pays affiche un déficit courant de 1,1% du PIB. Il n'a pas été entièrement financé par les ressources extérieures, entraînant une réduction des avoirs de réserve de 380 M USD, malgré la bonne performance des flux d'IDE (802 M USD soit 1,3% du PIB). Ce résultat du déficit courant est dû au solde négatif de la balance des biens (-1,362 Md USD) et des revenus primaires (-892 M USD) qui n'a pas été compensé par les excédents de la balance des services (1,483 Md USD) et des revenus secondaires (120 M USD).

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Des crédits de 25 000 à 50 000 USD seront proposés par le fond d'investissement d'Alterna, nommé Catalyzer, à des petites et moyennes entreprises qui proposent un produit ou un service ayant un impact social et environnemental. Ces prêts seront accordés en coopération avec le Fond Multilatéral d'Investissements (Fomin) de la Banque Interaméricaine de Développement (BID). La première étape consiste à attribuer 20 financements dans une période de 18 mois. Cette initiative vient combler un manque de crédits accordés par les banques guatémaltèques aux PME.

Les principaux défis de la Banque centrale du Guatemala (Banguat) sont la redynamisation de l'économie à court terme et le regain de confiance des investisseurs dans l'économie guatémaltèque. L'arrivée de Recinos à la tête de la Banguat coïncide avec la nomination du nouveau Superintendant des Banques, chargé de veiller au bon fonctionnement du système bancaire national. La Banque centrale a revu à la baisse le taux de croissance de l'année 2017 à 2,8% et prévoit pour 2018 un taux compris entre 2,8 et 3,2%.

Entre janvier et juillet, les exportations honduriennes ont atteint 2,8 Mds USD, soit une diminution de 3% par rapport à la même période en 2017. Cette baisse est notamment due à la baisse des exportations agroalimentaires, qui représente 55,2% des exportations totales. Les Etats-Unis restent le principale partenaire commercial du Honduras (35,2% des exportations totales), suivie par l'Europe (31,7%) et l'Amérique centrale (19,1%).

619 M USD d'Investissements Directs Etrangers (IDE) ont été investis au Honduras pendant le premier semestre 2018, en augmentation de 5,6% par rapport à 2017 (selon le Programme Honduras 20/20). Les principaux secteurs récepteurs de ces IDE sont le logement, le tourisme et l'industrie textile (*maquilas*). Ce dernier secteur, qui a attiré 222 M USD des flux d'IDE au premier trimestre, a pour objectif la création de 15 000 emplois en 2018. Le Honduras a capté en 2017 près de 10,4% des investissements directs perçus en Amérique centrale, soit 1,14 Mds USD.

L'industrie hydroélectrique a capté 150 M USD d'investissement en 2017, notamment dans le nord du pays (selon le Conseil Hondurien de l'Entreprise Privée). La majorité des capitaux, d'origine mixte, sont orientés vers 2 projets : Yaguala qui produira plus de 60 MW et Tornillito qui génèrera plus de 200 MW pour 120 mille familles de la région. Ce projet permettrait de produire de l'électricité à un prix de 11 centimes de dollars par kilowatt.

2,92 M de tonnes de café ont été importées par des pays de l'Union Européenne en 2017 (pour un total de 10,16 Mds USD) dont 211 000 tonnes en provenance du Honduras (selon Eurostat). L'Allemagne arrive en tête des importations avec 1,1 million de tonnes de café (37% du total européen), suivie par l'Italie (552 000 tonnes, 19%) et la Belgique (268 000 tonnes, 9%). Le Honduras est le 3^{ème} exportateur de café vers l'Union Européenne après le Brésil et le Vietnam.

Les opérations de change ont augmenté de 23% (g.a) en août, atteignant 1,2 Mds USD.

Entre janvier et août, le pays a reçu 976 M USD en *remesas* (transferts de migrants), soit une augmentation de 7,6% par rapport à l'an dernier. 55,7% des *remesas* proviennent des Etats-Unis, suivis du Costa Rica (19,5%) et de l'Espagne (11%).

À la fin du deuxième trimestre de l'année, la dette extérieure totale s'est élevée à 12 Mds USD, soit un montant supérieur de 1,9% à celui enregistré à la fin de 2017. Le ratio dette extérieure / PIB a ainsi atteint 82,9%, ce qui représente une augmentation de 1,2 point de pourcentage par rapport au premier trimestre.

Moins de 50% des investissements initialement prévus par les entrepreneurs nicaraguayens pour 2018 devraient être réalisés, selon une étude du Conseil Supérieur de l'Entreprise Privée (COSEP) et de la Fondation Nicaraguayenne pour le Développement Economique et Social (Funides).

Pour chaque baisse de 1% de la consommation au Nicaragua, la pauvreté générale augmente de 1,3% tandis que la pauvreté extrême de 2,6% selon la Fondation Internationale pour le Défi Economique Global (Fideg). La chute de la consommation interne et la décélération des exportations est le résultat de la crise sociopolitique qu'affronte le pays depuis avril 2018 et de la décision récente de la Banque Centrale de retirer du marché la circulation de plus de 93 MUSD.

Le Président Varela a participé à une réunion avec des cadres supérieurs d'agences de notation et des correspondants bancaires, afin de présenter les avancées du Panama en matière financière. Le Président a souligné la compétitivité de l'économie du pays et les performances de la plateforme de services financiers, ainsi que les réalisations en matière de transparence fiscale et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Dans le cadre des mesures adoptées par le Panama pour sortir des listes des paradis fiscaux, la Direction générale des revenus a effectué le 28 septembre le 1^{er} envoi automatique d'informations financières de clients étrangers à 31 pays, conformément aux normes de l'OCDE.

La Commission Economie et Finances de l'Assemblée a approuvé, en 1^{er} débat, le projet de loi réformant la loi de responsabilité sociale et budgétaire et le Fond d'Epargne du Panama (FAP). Pour le reste de l'année, le gouvernement pourra s'endetter jusqu'à 300 M USD. Par ailleurs, le projet de loi propose de réduire le seuil au-delà duquel les contributions du Canal iront au FAP de 3,5 à 2,5% du PIB. Enfin, le projet prévoit également de contenir l'augmentation des dépenses courantes du secteur public non financier (SPNF), en ligne avec la croissance potentielle du PIB (à l'exclusion des dépenses des services de santé, des retraites et des intérêts de la dette).

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Au cours des huit premiers mois de l'année, les exportations ont atteint 4 Mds USD, soit une hausse de 3,6% par rapport à la même période en 2017. Cette hausse est due à la hausse des exportations de l'industrie manufacturière (+3,9%), qui représente 96,3% des exportations totales.

Près de 6,5% du PIB du Salvador est dépensé de manière inefficace par le gouvernement, selon un rapport de la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Sont généralement privilégiées les dépenses courantes de fonctionnement (salaires des fonctionnaires, notamment) au détriment des investissements publics. Près de 1,6% des dépenses publiques destinées à des programmes sociaux est perdu chaque année sous les effets d'une mauvaise gestion administrative des transferts des prestations sociales. Les recommandations de la BID portent sur une meilleure affectation des budgets publics aux infrastructures (-10% depuis les années 1980), mais aussi vers les secteurs de l'éducation et de la santé de la population.

Les discussions entre le Salvador et la Chine se poursuivent suite à l'établissement de relations diplomatiques le 21 août dernier, rompant ainsi les liens que le Salvador avait maintenus avec Taiwan pendant huit décennies. Le Salvador souhaite dans un premier temps établir un traitement tarifaire préférentiel avec la Chine avant de renoncer au Traité de Libre-Echange en vigueur depuis 2007 avec Taiwan et qui bénéficie en particulier au secteur sucrier. La Chine représente un marché de plus de 1,3 milliard de consommateurs. Malgré une balance commerciale déficitaire pour le Salvador, les échanges commerciaux avec la Chine sont croissants et ont atteint jusqu'à juillet 2018 952,72 M USD.

CARAÏBES

2017 – PIB : 142 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Bahamas

2017 – PIB : 11,6 Mds USD | Pop : 395 000 hbts

Disney a un projet d'investissement dans les Bahamas pour un montant compris entre 350 et 400 M USD. Disney envisage de développer le port de croisière, d'une valeur de près d'1 Md USD, dans la propriété Lighthouse Point à South Eleuthera. L'entreprise attend l'approbation de l'Autorité des investissements des Bahamas pour lancer le projet, espérant ouvrir le site en 2022 ou 2023. Disney indique que 120 à 150 emplois permanents seraient créés.

République Dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Le congrès dominicain a approuvé un financement de 300 M USD de la BID afin de mettre en place la phase II d'un programme d'amélioration de la productivité et de baisse de l'informalité. Cette opération est un prêt programmatique en appui aux réformes politiques. L'objectif du programme est le renforcement de la productivité à travers: (i) l'amélioration du champ de l'intermédiation financière; (ii) l'amélioration du climat des affaires et des

politiques de développement productif et d'innovation; et iii) l'amélioration des politiques de sécurité sociale et des incitations à la formalité.

Trinité-et-Tobago

2017 – PIB : 21,6 Mds USD | Pop : 1,4 M

Le gouvernement a annoncé la construction d'un resort de 750 chambres, opéré par *Sandals Resort International*, employant jusqu'à 2000 employés permanents. L'hôtel devrait générer 80 M USD de recettes par an pour le gouvernement (en impôts et autres paiement). Ce projet apportera une valeur ajoutée au tourisme, alors que le pays poursuit ses efforts vers un développement économique durable et une diversification du pétrole et du gaz. Par ailleurs, le gouvernement recherche un opérateur de renommée internationale pour le *Magdalena Grand Beach & Golf Resort*. Le ministre des Finances a déclaré que la demande induite des deux hôtels devrait accroître le flux aérien et que la construction d'un nouveau terminal à l'aéroport international ANR Robinson était en cours, selon un modèle de cession de bail par construction.

Dominique

2017 – PIB : 0,8 Md USD | Pop : 74 000 hbts

La Banque mondiale accorde un financement supplémentaire de 31 M USD pour financer la prévention des catastrophes naturelles et renforcer la capacité du gouvernement à les gérer. Les fonds sont mis à disposition par l'Association internationale de développement (AID) et alimenteront le projet en cours, de réduction de la vulnérabilité de la Dominique. Le programme fait partie d'un soutien plus important de la Banque mondiale, d'un montant de 115 M USD en réponse aux ouragans. Il comprend un financement à des conditions concessionnelles et 50 M USD de subventions.

Sainte Lucie

2017 – PIB : 1,7 Md USD | Pop : 178 844 hbts

La Banque mondiale a approuvé un financement de 20 M USD pour renforcer le système de santé publique du pays. Le projet est financé par un crédit de l'Association internationale de développement (AID) avec une échéance de 40 ans et une période de grâce de dix ans. Sainte Lucie tente d'améliorer la couverture de santé de sa population et de progresser dans la réalisation de la couverture de santé universelle. Le projet a pour objectif que 100 000 personnes, sur les 178 000 habitants, soient inscrites au Système de santé national.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.